Introduction

Philippe Bourdin

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/10866>

DOI : 10.4000/ahrf.10866

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2008

Pagination : 3-18

ISBN : 978-2-200-92515-4

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Philippe Bourdin, « Introduction », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 353 | juillet-septembre 2008, mis en ligne le 10 décembre 2009, consulté le 01 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/10866> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.10866>

Ce document a été généré automatiquement le 1 juillet 2021.

Tous droits réservés

Introduction

Philippe Bourdin

- 1 Cent ans est un bel âge pour une Société qui peut s'enorgueillir d'être encore bien en vie et productive. Une revue, les *Annales historiques de la Révolution française*, forte d'environ 900 abonnés (leur nombre a plus que quadruplé par rapport à 1907), des colloques, des journées d'études, des publications scientifiques, sont là pour prouver cette vitalité : les tables du centenaire de la revue, la synthèse de Raymonde Monnier qui suit, nous en donneront la mesure. Avec l'aide du Centre national de la recherche scientifique et le Centre national du livre, les *Annales* demeurent évidemment la vitrine la mieux connue de la SER. À raison maintenant de 1 000 pages annuelles, elles se revendiquent pluridisciplinaires, sur un champ chronologique large allant des années 1770 à l'Empire, et ne négligent pas les mémoires et écritures plus contemporaines des événements. Elles sont ouvertes aux débats épistémologiques et aux différentes écoles qui se reconnaissent dans la confrontation avec les sources archivistiques et préfèrent la complexité de l'analyse aux interprétations sommaires. Elles portent témoignage des champs progressivement diversifiés ou traditionnellement maintenus de l'historiographie révolutionnaire. Les questions historiographiques constituent d'ailleurs, après les questions politiques, l'une des rubriques les plus régulières des *AHRF*. Si elles font grand cas du souvenir des fondateurs et continuateurs (Mathiez, Lefebvre, Soboul), elles ne sauraient être réduites à un ensemble hagiographique, mais traduisent davantage le besoin de se ressourcer pour tracer des ruptures et des continuités dans la pratique universitaire. C'est aussi manière de mesurer la pérennité et l'influence d'une école, dont l'important ensemble que j'ai pour le besoin des statistiques arbitrairement intitulé « étranger et colonies » (ce dernier thème étant en constant progrès ces dernières années), rend compte à l'international, questions dont traitent Alan Forrest, Anna Maria Rao et Lluís Roura. L'histoire politique (des hommes, des assemblées, des sociétés populaires, des municipalités ou des comités de surveillance) domine sans surprise l'ensemble de la production, ne représentant jamais moins de 35 % des publications, avec un pic qui se dessine dans les années 1980 et s'est confirmé depuis, dû à un renouvellement des chantiers successifs des clubs et sociétés populaires puis des élections. Si l'on se fonde sur les biographies ou les articles explicitement spécialisés dans telle ou telle faction, les Girondins n'ont guère droit de

cité : 5 entrées entre 1923 et 1940, 1 entre 1946 et 1962 et dans les décennies suivantes ; Robespierre intéresse davantage, mais sans excès passée l'ère Mathiez (17 articles entre 1923 et 1940, autant de 1946 à 1962, 1 de 1963 à 1972, 6 de 1973 à 1987, aucun dans la décennie suivante) ; l'étoile de Saint-Just monte d'autant (2/6/10/3/1), bien plus que celle de Marat (4/0/0/2/3) ; Babeuf n'est jamais oublié jusqu'en 1973 (1/16/2), Danton n'a plus droit de cité après 1940 (6 articles depuis 1923). L'économie et la démographie, qui avant la guerre ont été abordées par le biais des réquisitions et des problèmes d'approvisionnement puis dans les années 1970 ont bénéficié du succès de l'INED, sont victimes du désamour actuel pour l'histoire économique et sociale. La société, justement, n'a jamais autant suscité de travaux que dans les années 1960, dans la mouvance des thésards de Lefebvre et grâce à la question des doléances, des droits féodaux et des biens nationaux, qui continuent majoritairement d'abonder cette chronique. Quant à l'armée et à la guerre, dont l'étude a connu un pic avant 1940, elles représentent un pourcentage faible mais régulier des productions, assurées notamment ce dernier quart de siècle par Jean-Paul Bertaud et ses élèves. Notons en creux les recherches particulièrement négligées : même si plusieurs articles sont depuis les années 1990 venus approfondir notre connaissance de la contre-révolution et de l'émigration, elles ont longtemps été abandonnées aux comptes du martyrologe ; jusque dans les années 1980 au moins, culture, sciences, éducation font également partie des parents pauvres alors que des travaux importants ont été publiés ailleurs.

- 2 Ces constats nous renvoient évidemment aux ambitions scientifiques et aux hommes qui ont fait la SER. Or, si nous sommes sûrs de la date des actes de baptême respectifs de la société et de la revue, les avons-nous vraiment regardées grandir, vieillir ou se régénérer ? Avons-nous suffisamment pris en compte les péripéties d'une longue aventure qui se confond totalement avec les débats historiographiques sur la Révolution et parfois même avec ceux sur les fondements de la République, et rendent l'exposé, dans sa nécessaire brièveté, d'autant plus difficile et lacunaire ? Ni la SER ni les AHRF ne possèdent véritablement d'archives en propre, ce qui ne laisse d'étonner au vu des historiens réputés qui les ont longuement dirigées. Il faut justement, et le chantier ouvert aujourd'hui n'est à ce jour qu'ébauché, se reporter à leurs archives privées, aux témoignages oraux recueillis, aux procès-verbaux d'assemblées générales, de conseils d'administration, et aux quelques états des lieux proposés dans la revue par Georges Lefebvre, Albert Troux, Maurice Dommanget, aux biographies des principaux acteurs (Claude Mazauric, *Soboul, un historien en son temps*, 2004), pour tenter de reconstituer histoire et héritages, qui sont loin d'être objets froids. Pour preuve, les pages qu'y consacrent Alice Gérard, dans *La Révolution française, mythes et interprétations (1789-1970)* (Paris, 1970), Olivier Bétourné et Aglaia Hartig, dans *Penser l'histoire de la Révolution. Deux siècles de passion française* (Paris, 1989), Michel Vovelle, dans *Combats pour la Révolution française* (Paris, 1993), Steven Kaplan, dans *Adieu 89* (Paris, 1993) ou Patrick Garcia, dans *Le Bicentenaire de la Révolution française. Pratiques sociales d'une commémoration* (Paris, 2000), sans omettre le *Penser la Révolution française*, de François Furet (Paris, 1978), auquel répond le *Comprendre la Révolution* d'Albert Soboul (Paris, 1981).
- 3 Le contexte de la fondation, en 1907, est d'abord celui d'un Centenaire récent qui a contribué à la célébration du culte national, après l'échec de la Commune, l'occupation allemande et la fondation de la III^e République. La Révolution est mise en lumière dans les manuels scolaires comme événement fondateur, celui qui inspire encore partie de la

législation, et qui a livré pour héritage la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, déclinée durant les cours d'instruction civique. Dans un vaste mouvement associatif dont Jacqueline Lalouette nous dira davantage, les sociétés du Centenaire, dès 1881, se sont employées à conquérir villes et campagnes par la parole et par l'écrit avant de se fédérer en 1888 dans la Société d'histoire de la Révolution française, notamment présidée par Sadi Carnot. L'année suivante pourtant, freiné par les opportunistes, la crise boulangiste et la priorité donnée à l'exposition universelle, le gouvernement est débordé par la gauche radicale, qui obtient du conseil municipal de Paris la création en Sorbonne d'une chaire d'histoire de la Révolution française. Elle est dévolue à Alphonse Aulard, journaliste et professeur de lettres, membre du parti radical, venu à l'histoire par l'étude des orateurs de la Révolution, bientôt président de la Mission laïque française. Il en sera le titulaire pendant plus de quarante ans : « J'ai voulu à la fois, dira-t-il, enseigner et pratiquer la Révolution française en servant la science et la République » et, de ce point de vue, il lui fallut résister à la vigoureuse offensive politico-historiographique des légitimistes, disposant de la *Revue de la Révolution française*, de la Société d'histoire contemporaine, de relais dans les universités catholiques (à Angers notamment, avec Mgr Freppel, rééditant sans cesse sa *Révolution française*), dans des associations régionales au sein desquelles est dressé en la circonstance le réquisitoire de la décennie révolutionnaire, formalisé dans de nouveaux cahiers de doléances. N'oublions pas que le ralliement des catholiques à la République reste encore minoritaire - autour, par exemple, de Buchez - et que l'Affaire Dreyfus va le retarder d'autant.

- 4 Cependant, il faut aussi mesurer ce qui se joue dans le camp républicain, chez les Opportunistes, héritiers de l'orléanisme libéral, comme chez les Radicaux, portés par la tradition démocratique de 1848, à des degrés divers. Tous s'entendent pour l'endoctrinement de la masse électorale et scolaire et, dans ce but, sur l'utilisation d'une Révolution qui doit susciter l'admiration tout en rassurant le bon sens : au-delà des cuirassés de la République, baptisés *Vergniaud*, *Condorcet*, *Danton*, le journal de Gambetta, *La République française*, comme la revue d'Aulard, *La Révolution française*, vont s'y employer, faisant de Michelet et d'Arthur Comte les cautions de cette Révolution mi-romantique, mi-positiviste, patriotique et dantoniste. Aux deux extrémités du front républicain, Aulard et Sorel s'attachent à faire des grands hommes, comme Danton et Mirabeau, associés à Gambetta dans le Panthéon républicain, statufiés, des héros réalistes, des maîtres de la politique expérimentale, qui s'adaptent aux circonstances. Foin de la corruption, de la responsabilité dans les massacres de septembre, du notable d'Arcis-sur-Aube : il est avant tout présenté comme homme de la clémence, du désarmement des partis, héros de la patrie en danger et promoteur d'une république laïque et éclairée. Lui est opposée la figure de son bourreau, Robespierre, dépeint dès lors sous les traits d'un doctrinaire rigide, antipathique depuis Michelet à tous les anticléricaux. Dès lors, on minimise les antagonismes sociaux, on scinde la Révolution entre périodes honorables et séquences condamnables, reprenant l'antienne des Thermidoriens. D'où la célèbre apostrophe de Clemenceau : « Messieurs, que nous le voulions ou non, la Révolution française est un bloc dont on ne peut rien distraire ».
- 5 En même temps que l'Action française part en guerre, à partir de 1905, contre « la nouvelle Sorbonne » pour mieux exalter la durée et la réussite historique de l'Ancien Régime et se camoufler derrière l'œuvre de Taine ou les études psychopathologiques du Dr Cabanès, *l'Histoire socialiste* de Jaurès, ouverte de manière très neuve à l'histoire économique, sociale et culturelle, vient ébranler la suprématie de l'historiographie

radicale. Dans un contexte que présentera mieux que moi Pim den Boer, elle réaffirme la tradition qui consacre le socialisme héritier de la Révolution française. Jaurès crée en 1903 une Commission (portant son nom) pour la publication de documents sur l'histoire économique et sociale de la décennie. Aulard y participe activement. Au long d'une querelle dont James Friguglietti rappellera les tenants et les aboutissants, l'un de ses disciples, Albert Mathiez vient alors remettre en cause sa suprématie intellectuelle, dès sa soutenance de thèse devant le maître et avant d'accéder à une chaire professorale à l'Université de Besançon. Il rouvre, au profit de Robespierre, paragon de la vertu civique, et contre Danton, « le corrompu », le procès de Thermidor, à une époque où Aulard semble être revenu personnellement, sinon officiellement de son « anti-robespierrisme ». Mathiez crée en mai 1907 la Société des études robespierristes, dont le programme annonce : « Si elle considère Robespierre comme celui qui, depuis l'ouverture des États généraux jusqu'au 9 thermidor, incarne le plus parfaitement la Révolution elle-même, elle étend, par une conséquence naturelle, le champ de ses investigations jusqu'à la Révolution tout entière et jusqu'aux manifestations qui au cours du XIX^e siècle ont marqué le développement et l'histoire de la pensée révolutionnaire ». Mathiez précisera en 1911, lors de la quatrième assemblée générale de la Société : « Nous ne faisons brûler de cierge en l'honneur d'aucune idole morte ou vivante. Nous ne sommes pas tous robespierristes et, en tout cas, nous ne sommes pas tous disposés à donner toujours raison en tout et partout à Robespierre » (AHRF, 1958, Dommanget).

- 6 Contributeur assidu à la revue, un travail qu'analysera Florence Gauthier, Mathiez est aussi témoin de son temps. La guerre de 1914-1918, ses conséquences sur le régime politique et sur l'économie, favorisent une révision des jugements sur le gouvernement révolutionnaire de l'an II et lui inspirent une série d'articles publiés à partir de 1915 et regroupés en 1927 dans *La vie chère et le mouvement social sous la Terreur*. Mais le conflit influe évidemment sur la vie de la Société. Un seul numéro des *Annales* paraît en 1915, alors que la revue compte près de 200 abonnés. Non mobilisé parce qu'il avait perdu un œil, Mathiez songe d'abord à surseoir à toute nouvelle parution jusqu'à la paix. Mais, celle-ci se faisant désirer, il lance un nouveau numéro en 1916, désormais imprimé à Besançon, à 400 exemplaires. Les adhésions nombreuses à la Société le rassurent, lui qui ne cesse d'une assemblée générale à l'autre d'envoyer ses pensées aux familles des victimes et aux mobilisés, tout en défendant d'une part l'ouverture aux sociétaires allemands plusieurs fois attaqués au nom de l'« antibochisme » de certains adhérents, d'autre part l'idéal démocratique de vérité et de liberté, même et surtout en temps de guerre, demandant en 1918 aux gouvernements de s'inspirer davantage des leçons du passé révolutionnaire.
- 7 Il n'évite la censure de la revue que grâce à des appuis politiques, ce qui lui permet d'y publier cette même année des extraits censurés un an auparavant de *La monarchie et la politique nationale* (Trous, AHRF, 1932). La paix revenue, Mathiez s'emploiera à augmenter la fréquence des AHRF. Dès 1920, elles paraissent six fois par an et prouvent un profond élargissement de l'étude de la Révolution française sur le plan économique et social. À côté des travaux de Mathiez et Rouanet sur Robespierre et Danton, d'Henri Lion sur Boulanger, de Dommanget sur la déchristianisation et les cultes révolutionnaires, une place très grande était faite aux travaux sur les ventes des biens nationaux (F. Vermale), les fournitures aux armées (Mathiez, Dommanget), le rôle social des Enragés et de Babeuf (Mathiez) (AHRF, Dommanget, 1958). La SER soutient chaleureusement et officiellement les « fondateurs de la liberté russe ». Mathiez, qui ne

sera qu'un adhérent épisodique du PCF, multiplie les comparaisons flatteuses, sur le thème des origines, des moyens et des fins identiques ; il voit en Lénine un « Robespierre qui a réussi » tandis que les Bolcheviks, qui se reconnaissent héritiers des jacobins et méditent sur la théorie, la tactique et la stratégie du modèle français, élèvent en 1918 une statue à l'« Incorruptible » et baptisent l'un de leurs premiers croiseurs « Marat ».

- 8 Aulard meurt en 1928, Mathiez en 1932. George Lefebvre, né en 1874, ardent socialiste et historien magistral du monde rural, le remplace à la tête de la SER et des AHRF où il demeurera jusqu'en 1959 - après avoir succédé en 1937 à Sagnac à la chaire de la Sorbonne, qui avait échappé à Mathiez, où il fera créer l'« Institut d'histoire de la Révolution française ». Il rend un arbitrage serein entre ses deux prédécesseurs : s'il reconnaît la vénalité de Danton (AHRF, 1932), il infirme le « socialisme » des robespierristes (*Questions agraires au temps de la Terreur*, 1932). Se reconnaissant d'une part dans l'œuvre de Jaurès, et d'autre part dans l'invitation de Lucien Febvre, et donc de l'école des *Annales*, à investir « une histoire des masses et non des vedettes. Histoire vue d'en bas et non d'en haut », G. Lefebvre initie une histoire des mouvements sociaux (sur la Grande Peur, sur la foule révolutionnaire) qu'il relie à celle de la conjoncture économique sur laquelle travaille à la même époque Ernest Labrousse, membre de la SER. Il favorise la publication des travaux de chercheurs étrangers sur les problèmes de la Révolution ou ses répercussions en Pologne, Hongrie, Italie. Lefebvre, à l'heure du cent cinquantième, incitera la Commission Jaurès à promouvoir l'histoire quantitative, sans pour autant rejeter l'érudition. Sous sa houlette, l'histoire de la Révolution se professionnalise, devient plus scientifique, au moment même où le Front Populaire ravive la mystique révolutionnaire, où le PCF rompt avec le « sectarisme de classe » cher à Jules Guesde, et revendique la continuité avec l'an II et son élan patriotique. Alors que le contexte international est des plus inquiétants, Lefebvre réussit à faire reconnaître la SER d'utilité publique. Alors que *Je suis partout* glorifie Charlotte Corday et les Vendéens, que les bruits de bottes se font insistants, il n'hésite pas à nommer « front populaire » l'alliance des Montagnards et des sans-culottes et, dans son *Quatre-vingt neuf* (publié en 1939), que fera brûler le régime de Vichy, se laisse aller à l'éloquence : « Jeunesse de 1939 ! Entends la voix des ancêtres qui te parlent ! ». Lefebvre, profondément meurtri par le second conflit mondial, qui lui enlève son frère, exécuté pour résistance par les nazis, est mis à la retraite en 1941 (il a 67 ans) mais reste chargé de cours. Cette même année, les *Annales historiques* suspendent leur parution - la revue *La Révolution française* l'avait fait dès 1939. Les destins des membres dirigeants divergent, comme le prouve la reconstitution des années de guerre à laquelle s'est attelé Claude Mazauric. La Société des études robespierristes reprend ses réunions dès la fin de 1944, et se réorganise assez vite sous la houlette de Lefebvre, faisant preuve d'une grande ouverture politique : elle associe des communistes (Jean Dautry, Jean Bruhat, Albert Soboul), des compagnons de route comme Ernest Labrousse, des « atlantistes » comme Jacques Godechot, des érudits comme Pierre Caron, des hommes de gauche indépendants comme Daniel Guérin et Maurice Dommanget, sur l'apport duquel se penchera Serge Bianchi, de moins connus, comme Michel Eude, auquel Clyde Plumauzylle consacre sa communication. Les AHRF sont seulement réimprimées au début de 1946 malgré le contingentement du papier, avec cet avertissement dans le premier numéro :

« Les années tragiques n'ont pas épargné - cela va de soi - la Société et les *Annales*.

La Société n'a pu tenir aucune assemblée, ni renouveler son Comité ; l'encaissement

des cotisations s'est arrêté ; le recrutement de nouveaux membres et d'abonnés est devenu impossible ; en temps normal, la mort et les vicissitudes de l'existence creusaient dans nos rangs une dizaine de vides : ils n'ont pu être comblés [...]. C'est peu à peu, et quelquefois par hasard, que nous nous trouvons informés de nos pertes et nous n'en pouvons actuellement faire le compte.

En 1940, les *Annales*, sur l'invitation du gouvernement, s'étaient réduites à quatre numéros de 64 pages dont les deux premiers parurent avant le désastre. Durant l'occupation, nous avons réussi à imprimer le numéro 3.

Mais après 1941, ce fut le silence. Après la Libération, il a fallu attendre pendant un an l'autorisation de paraître et l'attribution du papier indispensable. Enfin, nous avons pu lancer la circulaire qui a prévenu les abonnés de 1940 que nous nous remettions à l'œuvre. Malheureusement, l'interruption du courant électrique et les difficultés du chauffage n'ont pas permis à M. Thomas de distribuer le numéro 4 et dernier avant la fin de 1945 [...].

Le déficit reste considérable. L'avenir de la revue ne pourra être assuré que si le recrutement se ranime » [en mai de cette année-là, la revue compte seulement 220 abonnés mais elle dépasse les 300 dès 1947, N.A.].

- 9 Le moins que l'on puisse dire est que les débats historiographiques opposent alors les nouveaux dirigeants de la Société. Lefebvre doit répondre, et il le fait dans les *AHRF*, à de multiples remises en cause de son interprétation de la Révolution. Ainsi ferraille-t-il avec Daniel Guérin qui, auteur libertaire de *La lutte des classes sous la Première République* (1946), juge le schéma marxiste-léniniste entaché de jacobinisme autoritaire et prend fait et cause pour les « bras nus » de la sans-culotterie, « embryon de la révolution prolétarienne », dotés d'une spontanéité créatrice - qu'il retrouvera dans mai 1968 -, contre les bourgeois de 1789 ou de l'an II. Lefebvre a beau jeu de crier à l'anachronisme et de réfuter le portrait d'un Robespierre vu comme un bourgeois réactionnaire (*AHRF*, 1947). Il inspire en même temps, pour contrecarrer cette interprétation à laquelle il reconnaît sa place dans le débat, des travaux sur les catégories populaires de la France préindustrielle dans lesquels s'illustrent Albert Soboul, Richard Cobb, George Rudé, Kåre Tønnesson, Kohachiro Taka-hashii, Armando Saitta, Victor Daline. C'est aussi manière de répondre à l'historien britannique Cobban, qui dénonce « le mythe de la Révolution française » et l'approximation des catégories sociales utilisées pour l'analyse par l'historiographie marxiste (qu'est-ce que la bourgeoisie, la féodalité, le capitalisme ?). Cobban date de 1787 et non de 1789 le début des réformes fondamentales, réfute le maintien de la féodalité au XVIII^e siècle, sinon sous des formes résiduelles, et juge plus importante la réaction aristocratique qu'une révolution bourgeoise soi-disant permise par la libération des forces productives. Lefebvre lui fait la leçon sur la complexité de la seigneurie et des droits afférents, sur les différents niveaux de bourgeoisie et les aspirations économiques de leurs représentants, sur le poids de la législation de 1791 (*AHRF*, 1956). Bicentenaire de la naissance de Robespierre et cinquantenaire de la revue en 1958 permettent à Maurice Dommanget de faire le bilan des activités de la Société :

« La décennie qui s'achève a été encore marquée par une situation financière préoccupante. Le service des *Annales* s'est fait, en général, aux alentours de 43G exemplaires. G. Lefebvre, retraité depuis juillet 1945, a pu se consacrer plus assidûment à la Société et donner à la revue des articles de fond attendus et ces comptes rendus critiques très appréciés dans lesquels il excelle. De nouveaux collaborateurs se sont révélés, prenant la suite des anciens, disparus ou au repos. Parmi eux, on remarque surtout R. Baehrel, J. Dautry, R.C. Cobb, J. Egret, P. Léon, P. Leuilliot, D. Ligou, P. Massé, J. Palou, M. Reinhard, A. Rufer, A. Soboul et J. Vidalenc. [...] La répartition actuelle de nos adhérents : Paris : 90, départements : 176, Union

française : 6, URSS : 11, Allemagne : 11, Italie : 16, Europe centrale : 18, Suisse : 9, Japon : 26, Amérique latine : 3, Chine : 3 ».

- 10 Georges Lefebvre disparaît le 28 août 1959. Une présidence collégiale réunit Ernest Labrousse, Marcel Reinhardt, Jacques Godechot, professeur à l'Université de Toulouse, dont Bernard Gainot dira la contribution, et Albert Soboul, qui exerce aussi les fonctions de secrétaire général. Ce dernier prend la direction des *AHRF*, qu'il exercera jusqu'à sa mort en 1982. Sans empiéter sur l'exposé de Julien Louvrier, disons tout de même combien est forte la filiation entre Georges Lefebvre et Albert Soboul : provincial promu grâce à l'école républicaine, longtemps enseignant dans le secondaire, agrégé d'histoire révoqué par Vichy, résistant comme son maître, Soboul soutient en 1958 une thèse sur *Le mouvement populaire parisien en l'an II* qui, fort remarquée, lui ouvre les portes de l'Université - à Clermont-Ferrand, où il est l'un des fondateurs du Centre de recherches révolutionnaires et romantiques, puis à partir de 1967 à la Sorbonne. Comme Mathiez ou Lefebvre, Soboul, membre du PCF, se fait un devoir scientifique et civique de servir la Révolution. Il remplit en tout cas les vœux de Lefebvre en consacrant la plus grande partie de ses travaux à l'histoire politique et sociale de la sans-culotterie, dont il fait « un mixte, une rencontre historique, où un noyau central issu du groupe des producteurs indépendants de l'échoppe et de la boutique s'associe des éléments bourgeois d'une part, salariaux de l'autre » (M. Vovelle). Cette idée d'une autonomie relative du mouvement populaire, déjà affirmée dans son précis sur *La Révolution française* (1948), le met en porte-à-faux avec des communistes voyant alors dans Staline la réincarnation de l'Incorruptible, qui ne pouvait donc être dépassé sur sa gauche - c'est Jean Poperen qui sonne la charge dans les *Cahiers du communisme* de février 1952. Soboul n'ira pas plus loin que de condamner les thèses de Guérin. Il lui revient également de gérer la crise déclenchée dès la fin des années 1950 par le courant qu'il nomme « révisionniste » de l'histoire de la Révolution, courant qui conteste le modèle explicatif de la lecture sociale de l'événement. En pleine guerre froide, Robert Palmer et Jacques Godechot, lors du Congrès des sciences historiques de 1955, à Rome, émettent l'idée qu'ils défendaient depuis quelque temps dans plusieurs articles, d'une « révolution atlantique » qui aurait commencé avec la guerre d'Indépendance américaine et se serait ensuite propagée à l'Europe grâce aux réseaux de la bourgeoisie des Lumières. J. Godechot précise sa pensée l'année suivante en publiant *La Grande Nation*. C'était minimiser le modèle français, au grand dam des élèves de Lefebvre qui crient à une manipulation américaine tandis que leur maître s'applique à démontrer, sans grande difficulté, la différence sensible des situations nationales et de l'enjeu des combats aux États-Unis, en Angleterre, en France ou en Suisse. En 1959 et 1964, Palmer revient lui aussi sur la question, en publiant *The Age of the Democratic Revolution*. Il rejette désormais le concept de « révolution atlantique », concédant l'originalité d'une Révolution française d'abord antiféodale, qui a bouleversé le régime de propriété, puis mue par les besoins de la défense nationale et le rêve d'une plus grande égalité sociale. Il étudie cependant ses conséquences sur les autres pays en pariant sur l'« uniformité » et l'« interconnexion » de la civilisation occidentale (identité des conditions économiques et sociales, de la diffusion des Lumières) sans nier l'originalité de la Convention et la force de Robespierre, « figure marquante de la démocratie ». C'est d'abord Marcel Reinhard qui critique cette interprétation dans les *AHRF* (1960, p. 220-223) puis Albert Soboul et Claude Mazauric. La crise est réelle à la tête d'une Société dont l'équipe dirigeante est depuis 1959 le reflet de la diversité des points de vue : elle compte Godechot, Reinhard, Labrousse et Soboul. Elle se traduit par un

tarissement des contributions de J. Godechot aux *AHRF* (5 avant la deuxième guerre mondiale, 19 de 1946 à 1962, 5 de 1963 à 1972, 7 ensuite). Ce qui n'empêche pas Godechot et Soboul, à l'occasion d'un colloque à Toulouse, en 1968, sur *L'abolition de la féodalité dans le monde occidental*, de montrer leur accord pour rejeter les thèses de Cobban.

- 11 C'est toutefois un débat d'une tout autre ampleur qui va mobiliser Soboul contre son ancien camarade de parti, François Furet, élève de Labrousse, à partir de l'ouvrage que celui-ci co-écrit avec son beau-frère, Denis Richet, *La Révolution française* (1965), produit de la toute jeune École pratique des hautes études. Soboul, et surtout le tout jeune Claude Mazauric (*AHRF*, 1967), missionné pour l'occasion, critiquent l'idée d'un dérapage qui pousserait une bourgeoisie incapable d'asseoir son pouvoir en 1790-1791 à subir une seconde révolution, légitimée par la crise financière, la fuite du roi, la contre-révolution, la guerre, la poussée populaire. Il semble à Mazauric et à Soboul que 1793 soit ainsi dévalorisé, que les Girondins sont préférés aux Montagnards, alors que l'effort de l'an II est pour eux une tentative de maintenir la cohésion du Tiers état, c'est-à-dire de la nation, sans laquelle les avancées de 1789 auraient été compromises. Blessé, Furet rompt quelques années plus tard avec un siècle de recherches érudites, dans un article publié dans les *Annales ESC* en 1971 et repris dans *Penser la Révolution française*, « Le catéchisme révolutionnaire ». Il conteste la réalité du prélèvement féodal, range la « réaction aristocratique » au musée des réalités psychologiques, politiques et sociales, nie la fermeture de la noblesse à la fin du XVIII^e siècle, affirme que l'an II n'est pas un produit des circonstances mais de l'idéologie jacobine. L'intérêt qu'il portera ensuite aux penseurs conservateurs (Tocqueville, Augustin Cochin), aux monarchiens et aux Girondins, finira de l'inscrire comme principal opposant à ce qu'il dénonce comme « la vulgate jacobine », qu'il juge dominante sur le plan universitaire, ce qui lui permet de régler leur compte à ses principaux adversaires dans *Penser la Révolution* (p. 135 et 186) :

« Elle a ses ancêtres, ses traditions, ses canons, sa vulgate, et on ne peut pas dire qu'elle cultive le goût de l'impertinence et du non-conformisme. Bref, la Révolution française est au pouvoir dans la société et dans les institutions, notamment universitaires. Je veux simplement dire par là que tout débat historique à son propos ne comporte plus aucun enjeu politique réel.

Si pourtant l'historien continue à le croire, c'est qu'il a besoin de le croire : la participation imaginaire aux luttes de la cité conforte d'autant plus l'homme de cabinet qu'elle est illusoire ; elle paie d'un maximum de satisfaction psychologique un minimum de dérangement ».

- 12 Comme chacun le sait, Soboul lui opposera avec vigueur son *Comprendre la Révolution*. Il privilégiera jusqu'au bout la politique, la structure économique et sociale, l'idéologie et ses médiations institutionnelles, résistant aux attaques contre l'histoire événementielle portées par Braudel, au primat du temps long qui fait disparaître la rupture de 1789-1799, auquel sacrifient François Furet, Emmanuel Le Roy Ladurie ou Guy Chaussinand-Nogaret. Quoiqu'il ait timidement abordé l'histoire des mentalités dans son dernier cours de licence en Sorbonne, je suis de ceux qui peuvent en témoigner, Soboul se méfiait aussi toujours de ce nouvel intérêt motivant une jeune génération d'historiens, parmi lesquels on retrouve évidemment Michel Vovelle. Spécialiste de la mort, innovant dans la découverte des sources comme dans les méthodes, ce dernier a pratiqué la monographie régionale, traqué les structures économiques et les attitudes sociales, jusqu'à celles des marginaux, sur le temps long, a nourri l'histoire quantitative de ses graphiques et de ses cartes qui finissent par illustrer une histoire des structures mentales et des comportements - *Piété baroque et déchristianisation en Provence au XVIII^e*

siècle (1973), *Les métamorphoses de la fête en Provence (de 1750 à 1820)* (1976), *Religion et Révolution. La déchristianisation de l'an II* (1976). L'histoire de la Révolution, telle que la construit et l'enseigne depuis la Sorbonne, pâtit dans le même temps de la crise du marxisme, induite par celle des régimes communistes, par les remises en cause de mai 1968, par le glissement de l'intelligentsia vers la droite sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing, tandis qu'échoue l'union de la gauche : l'EHESS gagne alors en audience, via la presse et la télévision, ce que perdent en influence l'IHRF et la critique savante. La voie est ouverte à toutes les élucubrations : celles de Pierre Chaunu, emboîtant le pas à Reynald Sécher, sur le génocide franco-français ; celles du maurassien Pierre Gaxotte, ancien de l'Action française, de *Candide* et de *Je suis partout* avant 1941, dont l'histoire de la Révolution, héritée de Taine et de Cochin, voit dans la terreur un « communisme dictatorial » - une version que ne renie pas Jean Tulard, ancien de la SER et auteur régulier des *AHRF* dans les années 1960. Ces publications et cette prise à témoin de l'opinion font dire en 1987 à Michel Vovelle, reçu par le premier ministre Laurent Fabius : « La Sorbonne est assiégée ».

- 13 Michel Vovelle a succédé à Albert Soboul à la tête de l'IHRF et est entré à la direction collégiale de la SER en 1983, l'année même où il publie *La Mort en Occident de 1300 à nos jours*, qui, interrogeant les perceptions intimes et collectives de la mort, démontre l'importance de l'iconographie et de l'analyse méthodique du discours. Émile Ducoudray s'occupe alors du secrétariat des *AHRF* jusqu'à la formation, trois ans plus tard, d'un comité de rédaction de huit membres. En 1989, Michel Vovelle, qui participait à ce dernier, est clairement désigné dans la revue comme le directeur de la publication, fonction qu'il exercera durant cinq ans. Jacques Godechot décède cette même année, peu après Ernest Labrousse, et la présidence de la SER est désormais bicéphale, partagée entre Jean-René Suratteau et Michel Vovelle. L'action de ce dernier s'inscrit à la fois dans une tradition et dans un renouveau. Il poursuit en Sorbonne les travaux sur les sections et les sociétés populaires initiés par Soboul. Sans rien renier de l'historiographie construite d'Aulard à Lefebvre, il insiste, avec d'innombrables nuances, sur les héritages dont est porteuse la Révolution, événement créateur et fondateur qui, selon lui, inscrit le changement dans la durée dans une France de la diversité. « Je ne suis pas venu à la Révolution par raccroc, affirme-t-il, c'est pour moi une thématique essentielle mais prise dans tout un jeu de questions ». En 1988, les *AHRF* publient un discours prononcé au mois de juin à Arras, qui sonne comme une profession de foi, « Pourquoi nous sommes encore robespierristes » : s'inscrivant dans la filiation de Mathiez, Lefebvre, Bruhat, il rappelle combien, historiquement, derrière la condamnation de Robespierre s'est cachée celle de la démocratie sociale, comme à sa réhabilitation ont répondu les exigences de la défense nationale. Il fait de Robespierre « l'autre Ami du Peuple », porteur des idéaux égalitaires de la sans-culotterie, défenseur d'une petite propriété qui assure l'indépendance de l'individu, mais insiste aussi sur les nuances et les interrogations apportées par l'histoire sociale concernant cette alliance entre la bourgeoisie montagnarde et les sans-culottes. Robespierre est aussi à ses yeux le « patriote universaliste », hostile à la guerre mais assumant les contraintes de sa gestion comme, hostile à la peine de mort, il l'appliquera sous la Terreur. Il est enfin l'homme des principes, du légalisme, de la quête métaphysique, soucieux avec la fête de l'Être suprême d'apporter une caution à son idéal de vertu, et de l'engagement jusqu'à la mort. Et Michel Vovelle fait sienne l'invitation de Bruhat à maintenir le feu du « robespierrisme, cette sorte de message recueilli par Buonarroti et Babeuf, qui nous a été transmis par des générations révolutionnaires. De ce message, rejetons les formules

anciennes, les programmes dépassés, rejetons ce que l'histoire a brûlé dans sa marche inexorable mais sous les cendres ainsi accumulées retrouvons cette flamme qui brûle encore et qui peut éclairer la route de l'avenir ». Ce même engagement du citoyen-historien justifiera qu'il s'interroge : « La révolution est-elle terminée ? » (dans *Combats pour la Révolution française*), ou qu'il cherche à distinguer les « jacobins d'aujourd'hui » dans *Les Jacobins de Robespierre à Chevènement* (1999).

- 14 Les tâches du Bicentenaire, dont il est sur le plan scientifique l'un des principaux animateurs, contraignent Michel Vovelle à offrir à la revue davantage de recensions d'ouvrages que d'articles, et les AHRF, passés les débats sur les « curés rouges » et la déchristianisation de la décennie antérieure, s'ouvrent peu dans les années 1980 aux thématiques culturelles et religieuses développées ailleurs, dans des actes de colloques notamment. Cette réserve relative du principal animateur des recherches révolutionnaires confirme une tendance qui s'est peu à peu imposée à ses prédécesseurs : 118 articles sous la signature du seul Mathiez de 1923 à 1940, soit un quart du corpus ; 44 dus au trio Godechot/ Lefebvre/Soboul entre 1946 et 1962, soit plus de 13 %, 12 dus à Godechot, Labrousse et Soboul entre 1963 et 1972, soit 7 %, etc. Il faut y voir aussi la traduction heureuse d'une diversification des auteurs, grâce aux nombreux étudiants formés ou influencés par les maîtres successifs. Quoique les anciens thésards d'Albert Soboul soient très présents dans les instances dirigeantes de la Société, le comité de rédaction de la revue, au début des années 1990, s'ouvre à de jeunes chercheurs, notamment provinciaux.
- 15 Dans le même esprit que Maurice Agulhon, Michel Vovelle associe le renouveau de l'histoire culturelle, dont il est l'un des pionniers, à « la redécouverte du politique » et de l'événement, et encourage ainsi une relance des études de terrain, avec une aptitude à battre et à croiser les cartes démontrée par *La découverte de la politique, une géopolitique de la Révolution*. Il ne s'agit pourtant pas d'une rupture avec le long terme : l'inspirateur de ce renouveau l'a toujours fait dialoguer avec le plus court ; ni d'un passage brutal du tout social au tout politique, tel que le préconisait François Furet, selon des principes que Michel Vovelle juge abstraits, métahistoriques : cherchant ses références exclusivement dans l'historiographie, la démarche furetienne lui paraît comporter le danger d'un nouveau dogmatisme stérilisant. Le social en tout cas investit la sphère de l'« imaginaire » : « Il fallait passer du côté des représentations collectives pour étudier comment elles se forment, s'élaborent et vivent », en tenant compte du « jeu entre les conditions objectives de la vie des hommes et les représentations qu'ils s'en font ». De là l'importance des investigations sur les fêtes, les espoirs et les craintes, les formes de sociabilité, les expressions artistiques, etc. L'illustration la plus parfaite en est donnée et par la publication des cinq volumes consacrés à *La Révolution française. Images et récits*, et par le grand colloque en Sorbonne du mois de juillet 1989 qui, versant scientifique des commémorations du Bicentenaire, avait pour thème *L'image de la Révolution française*. Bien des membres de la SER s'impliquent dans ces rencontres scientifiques. On y échange sur la transmission des concepts et des symboles, sur les véhicules de la circulation des idées, sur la géographie et la chronologie de leur diffusion et de leur renouveau, sur la réfraction politico-idéologique dont étaient empreintes les interprétations fluctuantes des événements révolutionnaires. Une place majeure est donc réservée à l'examen des pratiques politiques, mettant en regard l'invention de principes et d'institutions radicalement nouveaux et les coutumes, les comportements tenaces du passé. Sur tous ces thèmes, le Bicentenaire permet la réalisation d'outils indispensables à l'enquête, de *l'État de la France sous la Révolution* à *l'Atlas de la Révolution*

française, édité par l'École des hautes études en sciences sociales, et co-préfacé par François Furet et Michel Vovelle, qui demeure un modèle du genre. Car, dans le cadre du Bicentenaire, Michel Vovelle ouvre le débat avec l'EHESS, même si cette ouverture n'est pas toujours payée de retour.

- 16 Ayant fait valoir ses droits à la retraite en 1993, Michel Vovelle demeure à la présidence collégiale de la SER, recomposée : à lui-même et à Jean-René Suratteau sont désormais associés Claude Mazauric et Jean-Paul Bertaud, qui prend aussi la direction des *AHRF*, dont François Hincker assure le secrétariat de rédaction. Au terme d'une modification des statuts de la Société, arrêtée le 5 novembre 1998, qui supprime la présidence collégiale et précise les fonctions des membres du bureau et celles de la direction des *AHRF*, les instances dirigeantes de la SER sont renouvelées : Michel Pertué en devient le président, Marcel Dorigny le secrétaire général ; j'assume la direction de la revue en complicité avec Michel Biard, secrétaire de rédaction. Sur cette histoire récente d'un peu plus d'une décennie, que sont venus analyser, pour les derniers temps, les rapports trisannuels sur nos activités, on me permettra de laisser à d'autres le soin de juger. Espérons au moins que les contributions qui suivent et les débats, parfois vifs, parfois sensibles, qui ont marqué les différents temps du colloque, depuis sa préparation, sauront poser les bases d'une histoire critique de l'héritage et des activités de notre Société, sans « brûler de cierge en l'honneur d'aucune idole morte ou vivante », pour reprendre les souhaits de son fondateur.

AUTEUR

PHILIPPE BOURDIN

Président de la SER Université Blaise-Pascal (Clermont II) Centre d'histoire « Espaces et cultures »
Maison de la recherche 4, rue Ledru 63057 Clermont-Ferrand cedex 1 phbourdin@laposte.net